

**ETAT DES CONTENTIEUX AYANT FAIT L'OBJET D'UNE ACTION
OU D'UNE DECISION DEPUIS LA DM1 2016 (octobre 2016)**

Tableau à destination de l'information exclusive des élus, constituant le fond de dossier du rapport présenté dans le cadre des orientations budgétaires 2016 « compte rendu de la délégation en matière d'action en justice », susceptible de comporter des données à caractère personnel.

Seul le rapport anonymisé est publié

Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° Dossier
1- Contentieux des interventions financières Litiges relatifs au recouvrement de créances nées de contrats.			
Commune de Montauban c/ Département 3 août 2015	Contentieux du recouvrement des créances : Centre universitaire (fonctionnement) Action de la Ville en contestation de sa contribution au fonctionnement du centre Universitaire pour l'année 2014 (titre de recettes de 152 449 €).	<i>Tribunal Administratif :</i> .Dépôt, le 20 juin 2016, du mémoire en réponse du Département. Observations de la Commune le 14 décembre 2016 et réplique du Département le 18 janvier 2017. En cours d'instruction par le Tribunal.	1 (15-3628)
2- Contentieux des travaux publics Article R.532-1 du Code de justice administrative : prescription de toute mesure utile d'expertise.			
Département 2013 (1ère instance)	Dysfonctionnement de l'installation de chauffage-climatisation de l'Hôtel du Département. Référé aux fins de prescription d'une expertise complémentaire nécessaire à l'évaluation de l'origine et de la cause des dysfonctionnements. Les conclusions de la première expertise ne sont que très partiellement favorables au Département.	<i>Tribunal Administratif :</i> Requête en expertise complémentaire formée par le Département le 9 septembre 2016. Mémoires en réponse aux observations des entreprises mises en cause le 20 octobre 2016. Ordonnance du 8 décembre 2016 de rejet de la requête du Département.	2 (16-4079)
3- Contentieux du personnel			
Mme X. Adjoint technique 6 mai 2016	Requête en annulation de la décision administrative plaçant l'agent en congé de maladie d'office (période mai 2016-octobre 2016).	<i>Tribunal Administratif :</i> Mémoire en réplique du Département le 24 novembre 2016. En cours d'instruction par le Tribunal.	3 (16-2023)
Département c/ Mme X. Adjoint technique	Pourvoi en cassation à l'encontre de l'ordonnance du juge des référés du 27 mai 2016 portant suspension des effets de l'arrêté du 9 mars 2016 sur le placement de l'agent en congé de longue durée d'office.	. <i>Conseil d'Etat</i> Pourvoi formé le 16 juin 2016. Décision du 23 septembre 2016 de rejet du pourvoi du Département.	4 (400732)

Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° Dossier
M.Y Adjoint technique 11 juin 2014	Action en contestation de la décision départementale du 24 mars 2014 refusant à l'agent le bénéfice de la protection fonctionnelle.	. <i>Tribunal administratif</i> Jugement du 14 décembre 2016 rejetant la requête de l'agent. Attente d'un éventuel appel.	5 (14-2906)
4- Contentieux de la responsabilité			
M. Z Ancien agent contractuel 1 ^{er} juin 2016	Demande d'indemnisation de la perte d'emploi à raison du non renouvellement du contrat.	. <i>Tribunal administratif</i> Mémoire en réponse du Département le 27 octobre 2016. En cours d'instruction par le Tribunal.	6 (16-2479)
Département 5 février 2015	Appel du jugement rendu le 23 décembre 2014 annulant la décision de retrait d'agrément en qualité d'accueillant familial.	. <i>Cour Administrative d'Appel</i> Arrêt du 12 décembre 2016 de rejet de l'appel. Décision du Département de ne pas se pourvoir en cassation.	7 (15BX610)
5-Contentieux des prestations et contentieux connexes (Aide Sociale, Aide personnalisée d'Autonomie – APA, revenu de solidarité active -RSA, obligation alimentaire) 5.1- Obligation alimentaire			
Département 4 mai 2016	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées.	Requête auprès du Juge aux affaires familiales de Montauban.	8
Département 13 juillet 2016	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées.	Requête auprès du Juge aux affaires familiales de Montauban. En instance.	9
Département 2 novembre 2016	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées.	Requête auprès du Juge aux affaires familiales de Montauban. Jugement du 3 février 2017.	10

Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° Dossier
Département 9 novembre 2016	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées.	Requête auprès du Juge aux affaires familiales de Montauban. En instance.	11
Département 29 novembre 2016	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées.	Requête auprès du Juge aux affaires familiales de Montauban. En instance.	12
Département 7 décembre 2016	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées.	Requête auprès du Juge aux affaires familiales de Montauban. En instance.	13
6.2- Aide sociale			
Mme X./UDAF 15 novembre 2016	Contestation du rejet de la demande d'aide sociale à l'hébergement en établissement hospitalier pour personnes âgées dépendantes à Montauban.	Requête devant la Commission départementale d'aide sociale.	14 n°156559
Département 25 août 2016	Contestation de la décision du préfet de Tarn-et-Garonne relative à la détermination du domicile de secours de Mme Y.	Requête devant la Commission centrale d'aide sociale.	15 n° 81673
UDAF 82 15 juillet 2016	Contestation de la décision de la Commission départementale d'aide sociale relative à l'hébergement en établissement hospitalier pour personnes âgées dépendantes à Moissac.	Requête devant la Commission centrale d'aide sociale.	16 n°150016
M. Z 23 juin 2016	Contestation du rejet de la demande d'aide sociale aux services ménagers.	Requête devant la Commission départementale d'aide sociale.	17 n° 156478
6.3-Revenu de solidarité active			
Attributaire 2 mars 2016	Action en contestation d'un refus de remise de dette	<i>Tribunal Administratif :</i> Mémoire en défense du Département le 16 décembre 2016	18 16-1159
Attributaire 22 mars 2016	Action en contestation d'un refus de remise de dette	<i>Tribunal Administratif :</i> Mémoire en défense du Département le 26 décembre	19 16-1367

	2016		
Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° Dossier
Attributaire 11 mars 2016	Action en contestation d'un refus de neutralisation de revenus pour l'octroi de la prestation	<i>Tribunal Administratif :</i> Mémoire en défense du Département le 16 décembre 2016	20 16-1158
Attributaire 29 mars 2016	Action en contestation d'un refus de remise de dette	<i>Tribunal Administratif :</i> Mémoire en défense du Département le 26 décembre 2016	21 16-1431
Attributaire 8 avril 2016	Action en contestation d'un refus de remise de dette	<i>Tribunal Administratif :</i> Mémoire en défense du Département le 26 décembre 2016	22 16-1634
Attributaire 21 avril 2016	Action en contestation d'un refus de remise de dette	<i>Tribunal Administratif :</i> Mémoire en défense du Département le 26 décembre 2016	23 16-1827
Attributaire 20 décembre 2012	Action en contestation du rejet de la prestation	<i>Tribunal Administratif :</i> Jugement du 30 juin 2016 de rejet de la décision départementale.	24 12-5761
8-Contentieux répressif			
Département Août 2016	Défense de l'image du service public suite aux menaces proférées à l'encontre d'un travailleur social dans le cadre d'un suivi éducatif.	Plainte avec constitution de partie civile.	25
Département Janvier 2017	Défense de l'image du service public suite aux menaces proférées à l'encontre du personnel des centres médico-sociaux de Saint Nicolas de la Grave et Castelsarrasin.	Plainte avec constitution de partie civile.	26